VIDÉO: Thierry Meyssan – Syrie: marche arrière de Paris ?

By Thierry Meyssan
Asia-Pacific Research, April 08, 2013
IRIB 5 April 2013

Theme: Guerre USA OTAN
In-depth Report: SYRIE

Transcription

Irib – Le ministre des affaires étrangères français Laurent Fabius compte parmi les fervents partisans de la levée d'embargo pour fournir des armes aux rebelles syriens. Mais, tout récemment, il a dit que son pays n'a pas encore décidé la levée de cet embargo d'armes parce que la France craint que ces armes tombent entre les mains des extrémistes. Comment expliquez-vous cette récente prise de position de Monsieur Fabius ?

T.M. – Alors d'abord une remarque sémantique. Quand M. Fabius parle des « rebelles syriens », il semble ne pas s'être informé du fait attesté par l'ensemble de la presse, qui lui est favorable à lui, que la majorité des personnes qu'il appelle rebelles ne sont pas syriens du tout. Seconde remarque : lorsque M. Fabius dit qu'il veut lever l'embargo sur les armes pour pouvoir en envoyer en Syrie, il masque le fait que c'est déjà le cas : la France a acheminé un grand nombre d'armes en Syrie au cours des deux dernières années, mais l'a fait secrètement et illégalement. Quand il dit qu'il veut « lever l'embargo », ça veut dire qu'il veut rendre légale et probablement développer, intensifier, une pratique illégale de la France qui a précédé.

Alors pourquoi aujourd'hui, après s'être beaucoup engagé à Bruxelles (et à l'ONU également) pour faire avancer son point de vue il fait machine arrière ? Je pense qu'il y a plusieurs raisons. La première, c'est que la France a atteint dans les enceintes internationales un certain degré de ridicule. En proposant au même moment de faire voter à New York une nouvelle convention pour réprimer le trafic d'armes international, et alors que la France déployait un certain nombre d'arguments à New York, sur le terrain en Syrie elle faisait exactement le contraire de ce qu'elle prétendait combattre en droit international.

Ensuite, il y a certainement une pression extérieure. La France fait partie avec le Royaume-Uni, la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite du carré d'enragés qui veulent absolument attaquer la Syrie et poursuivre la destruction systématique de ses infrastructures. Mais les États Unis quant à eux, qui ont largement participé à alimenter ce trafic d'armes au cours des deux dernières années, comme ils le revendiquent eux-mêmes à travers des fuites qu'ils ont organisées d'abord dans le New York Times puis dans plusieurs autres journaux au cours des trois dernières semaines, donc les États Unis essayent au contraire de changer de

politique, et de montrer que tout ça n'a abouti qu'à des désastres, que si on continue ça sera pire encore. Donc selon toute vraisemblance, c'est Washington qui a demandé à la fois à Londres et à Paris d'abandonner ce projet de légaliser les transferts d'armes vers la Syrie.

Irib – Le ministre français des Affaires étrangères prétend que s'il n'y a pas une décision là-dessus, s'il n'y a pas une transition politique dans le pays, la Syrie se divisera en deux camps : l'arc syro-iranien d'un côté et Al-Qaïda de l'autre côté. Vous pensez que là aussi en fait Fabius cherche à brandir la menace d'al Qaïda pour justifier l'acharnement de Paris à l'égard de la Syrie ?

T.M. – Donc apparemment, Monsieur Fabius est toujours aussi désordonné quand il parle, parce que dire que la Syrie sera divisée avec d'un côté la Syrie et de l'autre côté al Qaïda, ça n'a pas grand sens. En fait, quand il évoque aujourd'hui le Front al Nousra (c'est-à-dire la branche levantine d'al Qaïda) comme étant un « danger », il oublie ses propres paroles dans les mois qui ont précédé. Je vous rappelle que quand le Front al Nousra a été classé comme étant une organisation terroriste par les États Unis, c'est Laurent Fabius au cours de la conférence des « Amis de la Syrie » au Maroc qui a défendu le Front al Nousra en disant que « les gens d'al Qaïda font du bon boulot » (je cite).

Aujourd'hui, s'étant fait taper sur les doigts par les États-Unis, il commence à changer son braquet, à dire que, effectivement, les gens d'al Nousra ce sont des gens dangereux. Il fait bien d'en prendre conscience puisque que s'il continue à les alimenter en armes, et bien ces gens continueront à tuer des soldats français au Mali. Il est désormais attesté que des armes livrées par la France en Syrie ont été utilisées au Mali contre des soldats français. Le problème [que nous posent] des déclarations et des actions de Monsieur Fabius, ce n'est pas trop de comprendre ce qu'ils veut faire, et pourquoi ils change d'avis un jour ou l'autre, mais c'est de chercher la cohérence de ce qu'il fait, et comment lui-même va en assumer les conséquences.

Irib – S'agissant de la pression extérieure dont vous venez de parler, la France se heurte également à cette intransigeance de la Russie et de la Chine, aussi.

T.M. Le terme « intransigeance » lorsqu'il s'agit de respecter le droit international est là encore (bon, c'est le terme qu'emploient Monsieur Fabius et son ambassadeur Monsieur Araud aux Nations Unies,) bon c'est un terme un peu ridicule, hein, jusqu'à présent on ne se montre pas « intransigeant » quand il s'agit de respecter le droit, simplement on le respecte. Monsieur Fabius, pour justifier ses agissements, nous explique qu' « il faudrait rétablir un équilibre » puisque la Russie, l'Iran (et d'autres encore) livrent des armes à l'état syrien, pour qu'il se défende face à son agresseur israélien, et que à cause de cela, il faudrait donner des armes à des groupes armés étrangers implantés en Syrie. Certainement, pour qu'ils continuent à détruire l'état syrien dans l'intérêt d'Israël. Jusqu'à preuve du contraire, on ne peut pas mettre sur le même plan d'égalité des armes de défense de la nation, livrées à un état, avec des armes destinées à des combats plus légers, que l'on donnerait à un groupe non étatique. Monsieur Fabius n'a pas là un raisonnement convaincant, d'aucune manière. Jusqu'à preuve du contraire, il n'a jamais pu apporter le moindre élément montrant que la Russie, l'Iran ou d'autres auraient apporté à l'état syrien des moyens pour assassiner, détruire son opposition intérieure. Jamais cela n'a été démontré. Il me semble que des armes comme les SS 300 ne risquent absolument pas d'être utilisées contre l'opposition intérieure, puisque cela ne sert qu'à abattre des avions ennemis qui viennent bombarder (… interruption).

The original source of this article is IRIB
Copyright © Thierry Meyssan, IRIB, 2013

Comment on Global Research Articles on our Facebook page

Become a Member of Global Research

Articles by: **Thierry Meyssan**

About the author:

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertand, 2007).

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). Asia-Pacific Research will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. Asia-Pacific Research grants permission to cross-post Asia-Pacific Research articles on community internet sites as long the source and copyright are acknowledged together with a hyperlink to the original Asia-Pacific Research article. For publication of Asia-Pacific Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: editors@asia-pacificresearch.com

www.asia-pacificresearch.com contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: editors@asia-pacificresearch.com